

dossier : l'égalité des chances...

Copie de conservation et de diffusion, disponible en format électronique sur le serveur WEB du CDC :

URL = <http://www.cdc.qc.ca/prospectives/17/quiviger-17-2-1981.pdf>

Article revue Prospectives, Volume 17, Numéro 2.

*** SVP partager l'URL du document plutôt que de transmettre le PDF ***

réhabiliter les « drop out »

opération complexe et piégée

par Claude Quiviger

directeur général du Centre Mariebourg

On peut parler de la « réhabilitation des *drop out* » d'un point de vue simplement clinique et organisationnel. Mais si l'on veut aller jusqu'aux causes profondes, il me semble nécessaire de poser la question de l'éducation, du système scolaire et, partant, de la culture actuelle. Or la culture occidentale d'hier est en déséquilibre profond, sorte de bateau ivre, sans pilotes reconnus:

L'éclatement des valeurs de l'humanisme est un phénomène reconnu dans cette culture de masse atomisante que provoque la structure de production-consommation du néo-capitalisme. En dépit des apparences, cette culture est uniformisante. (...) Par ailleurs, les postulats fondamentaux de la société industrielle, comme la valeur de la technologie, la priorité de la croissance, la foi dans l'individu et dans la compétition, le souci de l'éthique du travail, font eux aussi l'objet d'attaques de plus en plus fréquentes. Il en résulte une impuissance flagrante à s'entendre sur des fins explicites à propos de la société et de son avenir. Cette absence de consensus a mis en branle la prodigieuse spirale de l'instrumentalité, instaurant le « règne des moyens » dont l'idéologie bureaucratique n'est qu'un effet. (*Comité d'étude sur la formation et le perfectionnement des enseignants*, Rapport Angers, Gouvernement du Québec, Québec, 1979, p. 14, col. 1).

S'il revenait au monde, notre cher Jean-Jacques avec son mythe du bon sauvage, il redoublerait sans aucun doute ses imprécations contre les méfaits de la civilisation. Il me semble, en effet, qu'un des lieux originaires de nos problèmes actuels en éducation et ailleurs est judicieusement décrit dans la citation reproduite ci-dessus. Que signifient le « *dropping out* » des jeunes et leur « réhabilitation » dans une telle société bureaucratisée, impuissante à se donner des finalités et pour laquelle les moyens deviennent des objectifs et des fins en soi ?

Mon propos cependant n'est pas de tirer à boulets rouges sur notre société. J'en apprécie les facilités quotidiennes engendrées par le développement scientifique et technologique et, pour rien au monde, je ne voudrais revenir à l'époque de Cro-Magnon. Toutefois, la suprématie impérialiste de l'économique ainsi que le développement des appareils bureaucratiques ont envahi à tel point toutes les sphères de la vie publique et privée que je me demande parfois où nous allons aboutir. C'est dans ce contexte d'ensemble que se pose pour moi la question de la « réhabilitation des *drop out* ». Ce n'est pas une vue théorique, car cette culture bureaucratique habite les organismes, les valeurs, les personnes... impliqués par le phénomène « *drop out* ».

réhabiliter...

1. Mythe de la jeunesse — réalité des jeunes

Il était une fois...

Il était une fois une société parvenue à son apogée : tout le monde y est heureux et souriant, pourvu d'une santé insolente, doté d'une beauté plastique et de capacités de séduction à couper le souffle, à l'abri des sordides problèmes matériels, riche d'amitiés ou d'amours sans faille, assuré à jamais du sens de son existence et des moyens de se réaliser et, surtout, hors d'atteinte des morsures de l'âge parce que toujours jeune...

Ceci est le mensonge culturel institutionnalisé par la publicité. Et, chacun le sait, la publicité ne fait que refléter nos phantasmes individuels et collectifs, en les exploitant au passage. Malheureusement, ce mensonge creux et insipide est pernicieux, car il risque, à la longue, de tenir lieu d'idéal et de sens à la vie.

Ce mensonge est cependant assuré de trouver chez nous une complicité fidèle parce qu'il exploite à fond l'idée de « jeunesse » et de « jeunesse réussie ». Notre société masque ainsi les aspérités réelles de la vie. Ayant répudié la traditionnelle sagesse des « anciens » parce que non productive économiquement, peut-être cherche-t-elle dans la mythification de la jeunesse une protection contre l'angoisse de la mort, angoisse qui, elle, ne désarme jamais. Après tout, les capacités humaines du « divertissement », au sens pascalien du terme, sont légion. Hier la tradition, aujourd'hui la jeunesse, demain sans doute l'ordre... Qui sait ? Mais des mythes, nous en fabriquerons sûrement toujours en risquant, hélas ! d'en être victimes et complices.

Il est aujourd'hui des jeunes

Le mythe de la jeunesse n'a rien — ou si peu — à voir avec les jeunes eux-mêmes. Les discours des politiciens célèbrent les jeunes comme étant l'avenir. Les discours administratifs rappellent à qui mieux mieux les sommes énormes investies pour éduquer, pour occuper, pour organiser les jeunes (les écoles, les loisirs, les stades etc.). Cela est vrai, nécessaire sans doute. Cela est même parfois sincère. Mais, en fait, à qui profitent d'abord les suffrages aux élections, les contrats de constructions d'écoles ou de stades, les postes d'administration et d'enseignants ?

En réalité, et je fais mienne l'affirmation de Peter Bloss là-dessus, les jeunes sont les grands oubliés de notre système nord-américain. Ils sont objets d'intérêt dans la mesure où on voit en eux des électeurs ou des travailleurs potentiels pour alimenter l'immense système de production. On leur fournit des locaux pour apprendre, afin de combler les besoins en main-d'oeuvre. On est satisfait dans la mesure où ils entrent positivement dans le système, dans la mesure où ils consomment les services pensés pour eux par la société, en respectant le mode d'emploi correct.

En tant que jeunes, à l'âge qu'ils ont, la société ne leur donne aucun rôle social précis et ne sollicite nullement le développement de leurs potentialités spécifiques. En tant que personnes, êtres de besoins, de désirs et d'intérêts, la société les ignore complètement, sinon pour les exploiter. Alors un certain nombre de jeunes, victimes d'adultes eux-mêmes souvent robotisés, traumatisés ou débordés, « renvoient la balle » : ils décrochent. On les appelle des « *drop out* ». En réalité, ils décrochent parce qu'à leurs besoins affectifs personnels (être quelqu'un), la société n'apporte qu'une réponse fonctionnelle et anonyme (voter, travailler, consommer).

2. Caractère particulier : drop out

L'état de *drop out* est un symptôme, non une cause. Il en va de même de l'agir délictueux, de la violence, de la drogue... Tous ces comportements ne sont que des résultats, des symptômes. Les causes se logent ailleurs et il me paraît nécessaire de les identifier si on veut « aider » quelque peu ces jeunes. En simplifiant à l'extrême, je regrouperais les « *drop out* » sous deux grandes perspectives, perspectives tout à fait discutables d'ailleurs (comme est discutable toute grille de classification) : 1) les *drop out* volontaires ; 2) les *drop out* victimes ou passifs.

Les *drop out* volontaires

Les *drop out* volontaires adoptent ce comportement par suite d'un choix. Il s'agit d'un « *dropping out* » voulu au terme d'un cheminement personnel habité d'un regard critique sur la société et sur eux-mêmes. Généralement il s'agit de personnalités autonomes, intégrées et assez matures pour oser un choix qui va ailleurs ou à contre courant du trafic général. La course à l'avoir n'intéresse plus ces gens ; ils ont opté pour l'être (tout en demeurant assez réalistes pour savoir que « l'être » a aussi besoin d'un minimum « d'avoir »). Pour eux, finies les préoccupations creuses de carrière, de richesse, de prestige, de pouvoir : ils sont au-delà, même s'ils ont mangé de ce pain pendant quelque temps.

À mes yeux, ces gens là abordent aux rives de la sagesse, pays où la vie se mesure à l'aune des valeurs intérieures. Inutile de préciser que de tels *drop out* ne sont pas « ré-habilitables » : leur offrirait-on des ponts en or qu'ils n'en voudraient guère, Dieu merci ! Évidemment, ces gens-là sont un peu gênants : ils parlent d'autre chose que le commun des mortels ; libres intérieurement, ils sont invulnérables face aux « pouvoirs établis » de l'argent ou du prestige. Il me semble que l'Évangile le Livre de Sagesse par excellence, parle de ces gens-là lorsqu'il invite à être « lumière du monde » et « sel de la terre ».

Ce comportement ne nécessite nullement de quitter la société, son travail, sa famille : il est plutôt une façon autre de vivre ces réalités quotidiennes. Bien entendu, il s'agit d'autre chose que de quitter la ville pour s'en aller se couler une vie douce à la campagne, bien nanti et à l'abri du bruit.

Est-il besoin de noter que les *drop out* jeunes qui décrochent des institutions scolaires ne font pas partie de cette catégorie, sauf cas exceptionnels. À l'adolescence, ce n'est pas encore le temps d'une telle maturité. Je crois cependant que certains *drop out* adolescents portent en eux les germes d'une telle sagesse, même s'ils manifestent leur contestation de façon outrageusement absolue et parfois maladroite : l'impact du phénomène hippie des années soixante en est une preuve (... même si la plupart des hippies d'alors ont bel et bien été « récupérés »... Faut-il dire « réhabilités » ?)

Les *drop out* victimes

Les *drop out* victimes ou passifs ressembleraient plutôt à ces épaves que laisse un fleuve tout au long de ses rives. Ils ne suivent plus le courant, parce qu'ils ne le peuvent plus ou ne le veulent plus ; mais ils n'ont pas davantage la force ou les moyens de suivre ou de créer un autre courant. Ils sont échoués, voilà tout.

Ici, on trouve bon nombre de ces jeunes dont le décrochage pose question aux institutions scolaires et, un peu plus tard, aux centres de main-d'oeuvre. Ici aussi, la question d'aide — terme que je préfère à celui de réhabilitation — se pose réellement.

Pourquoi ces décrochages ? À première vue, on parle de retards académiques, d'échecs, de manque d'intérêt ou de motivation. Tout cela est vrai et constitue en soi un ensemble redoutable d'handicaps. Mais je crois que les causes réelles ne sont pas celles là. Vouloir aider les jeunes à ces niveaux seulement (v.g. cours de rattrapage, classes spéciales, etc.), ne

opération complexe...

donnera jamais grand résultat, même si ce n'est pas complètement inutile.

Quand on va plus loin, on constate que le jeune *drop out* vit généralement une problématique d'ensemble, dont les éléments sont interreliés. La « situation » pourrait se résumer ainsi :

- jeune issu d'un milieu familial perturbé (famille monoparentale, parents séparés, relation familiale problématique) ; ce qui cause insécurité, fausse culpabilité, manque de confiance... ;
- jeune qui, à l'adolescence, a déjà une histoire personnelle assez lourde (retards scolaires accumulés depuis l'élémentaire, manque de stabilité émotive, comportements a-sociaux plus ou moins graves éventuellement placements en foyers ou familles d'accueil, etc.) ; ce qui crée sentiment d'échec et dévalorisation ;
- jeune issu d'un milieu socio-économique plutôt défavorisé, où le chômage et le Bien-Être Social sont presque les seuls éléments stables (avec toute la dévalorisation sociale que cela implique) ;
- jeune issu d'un milieu culturel qui valorise peu l'apprentissage intellectuel, quand il ne le dévalorise pas ouvertement ;
- jeune issu d'un milieu global qui vit au jour le jour, parce que l'argent rentre au jour le jour ; c'est-à-dire un milieu dont les perspectives et la

planification à long terme sont absentes (or les résultats réels de la scolarisation sont éminemment à long terme : en ce sens, parler à un tel jeune de travailler à l'école pour pouvoir avoir un bon métier demain, c'est passer à cent lieues de ce qu'il peut comprendre réellement).

En somme, la situation des *drop out* victimes ou passifs est complexe ; les causes multiples se situent à plusieurs niveaux (affectif, psycho-social, économique, culturel...) Il s'agit de mésadaptation, au sens où ces jeunes n'ont pas les forces requises pour faire face aux contraintes de la réalité : d'emblée, ils sont débordés, immergés. Ils y réagissent comme ils le peuvent, mais ils risquent d'être toujours perdants en tout ce qu'ils entreprendront (aujourd'hui l'école, demain le travail, le couple les enfants) : le signe de l'échec marque à l'avance ce qu'ils touchent ; à la limite, ce sont eux qui créeront l'échec.

L'expérience m'a appris à me méfier des explications unilatérales, qu'elles soient d'ordre psychologique ou sociologique. De telles explications sont claires et simples pour l'esprit, mais inadaptées pour appréhender la réalité, l'identifier et y faire face. Et quand, de plus, elles deviennent convictions idéologiques rigides, on frise la catastrophe... car le jeune n'y est plus une personne à aider, mais simple prétexte pour l'appétit de pouvoir ou le besoin de sécurité des adultes (ou supposés tels).

3. Égalité des chances et *drop out*

Les *drop out* ont droit à leur chance

La loi de la vie est à la fois saine et impitoyable dans le monde animal et végétal : les faibles disparaissent, les forts survivent. La vie des forts ne se maintient souvent qu'au prix de la mort des faibles. Quant à savoir si la mort est simple néantisation ou passage à une autre forme d'existence, cela est une autre question.

La même loi du combat pour la survie prévaut en grande partie, dans le monde humain, au-delà du vernis de civilisation qui peut donner le change. Même si ce combat est, du moins en apparence, réglementé par le droit et l'éthique, il n'en est pas moins féroce. L'animal, du moins, arrête de tuer quand il n'a plus faim. L'animal-homme, lui, peut continuer à tuer ou à amasser bien au-delà de ses besoins élémentaires : pour des désirs arbitraires et inutiles, il accapare le minimum nécessaire à d'autres (voir pays riches et pays pauvres).

Dans cette logique implacable, les épaves échouées n'ont droit qu'à disparaître. En d'autres termes, tant pis pour les *drop out*. Comme me le disait un jour le principal d'une grosse polyvalente : « Je pars du principe que toute industrie connaît un taux de déchet de 1.5 à 2%. Je mets le focus sur les 98% qui restent ». Argument inattaquable dans la logique de la survie, qui est d'ailleurs la logique assez communément admise dans la société, qu'on en soit conscient ou non (et mieux vaut en être conscient, ne pas se voiler pudiquement et hypocritement la face !).

Toutefois, le développement de l'humanité serait un vain mot si libre cours était laissé à cette logique impitoyable. S'humaniser, c'est justement devenir capable d'introduire de nouvelles règles du jeu, fondées sur d'autres impératifs que ceux de la force ou du pouvoir. S'humaniser, c'est reconnaître à chaque être humain, là où il est, le droit de vivre dignement ; c'est fournir à ceux qui sont mal pris les moyens de se rattraper. En somme, s'humaniser c'est obstinément miser sur un Helder Camara ou une Soeur Theresa, lors même qu'un Hitler ou un quelconque général sud-américain prétend, au nom de la raison d'État, occuper toute la place. Aussi fou que cela paraisse selon les critères rationnels (?) de l'économie ou de la gestion, s'humaniser c'est, à la limite, partir à la recherche de la brebis perdue en laissant le reste du troupeau (... tout en s'assurant que le reste du troupeau ne se perdra pas pendant ce temps !). Les *drop out* ont droit à leur chance : une telle affirmation ne se justifie ni économiquement ni politiquement ; elle se justifie humainement et cela ne devrait point avoir besoin d'être prouvé (du moins, selon moi).

Dans le cas des *drop out*, parler d'égalité des chances ne signifie pas leur fournir les mêmes moyens qu'aux autres. Car, en ce cas, ils sont perdus d'avance parce que plus démunis au départ. Très souvent, les chances données sont accaparées par les plus nantis parce que mieux placés pour se les approprier : c'est ainsi que les pays riches s'enrichissent, cependant que les pauvres s'enfoncent de plus en plus. Il n'est pas complètement exact de dire qu'en améliorant le sort de l'ensemble, on améliorera

automatiquement le sort des plus démunis, même si ces derniers arrivent toujours à grappiller quelques miettes. Égaliser les chances pour de vrai, cela signifie prendre des mesures spécifiques précises, privilégiées, afin que les *drop out* puissent accéder à un niveau suffisant pour se faire leur place dans le courant. Pour reprendre le fil du courant et y redevenir bateau, l'épave a besoin d'être réparée et remise à flot : il ne suffit pas de renforcer le courant et d'attendre qu'elle se « déséchoue » toute seule.

Aider les *drop out* : oui ; les récupérer : non

Le terme « réhabilitation » est équivoque, parce qu'affublé de multiples sens. Pour reprendre le principal de polyvalente évoqué plus haut, on peut vouloir réhabiliter les *drop out*, comme on recycle les déchets. Il s'agit là d'un concept éminemment utilitaire et récupérateur. On va faire ce qu'il faut, à condition que le prix de l'opération ne soit pas trop élevé, pour que ce produit mort devienne à nouveau utile et rentable pour le milieu..., parce que le milieu en a besoin et nullement parce que le produit mort le demande. C'est ainsi qu'on a vu surgir de multiples cours de rattrapage scolaire et de formation professionnelle accélérée. Je ne dis pas que cette opération soit inutile : je dis qu'elle est partielle, utilitariste et inadéquate pour régler l'ensemble de la situation du *drop out*. À la limite, elle manifeste un manque flagrant de respect au strict plan humain parce qu'elle réduit le *drop out* à l'état d'une chose utilitaire et ne l'envisage pas comme une personne humaine. Mais les exigences de l'économie — l'éternel veau d'or ! — sont aujourd'hui si impérialistes qu'elles justifient l'oubli ou le rejet des valeurs humaines les plus profondes.

Aider les *drop out* signifie, selon moi leur fournir des moyens adéquats afin qu'ils puissent développer une autonomie et une socialisation suffisantes pour pouvoir vivre de façon relativement équilibrée. Il ne s'agit pas de les conditionner à vivre en conformité avec les valeurs les habitudes et la culture de la société : il est important de distinguer entre les forces psychiques et les valeurs ; les

réhabiliter...

détracteurs de l'intervention psychologique ont parfois une tendance simpliste à accuser les psychologues de conformiser, c'est-à-dire d'imposer des valeurs. Or, il s'agit bien d'habiliter des jeunes plus ou moins mésadaptés à faire eux-mêmes, de façon créative, leurs choix fondamentaux d'existence dans cette culture, à devenir de plus en plus les acteurs de leur vie au lieu de demeurer victimes des circonstances.

Pour être plus précis, atteindre un degré suffisant d'autonomie et de socialisation signifie devenir capable de prendre les décisions suivantes : se situer dans le temps et dans l'espace ; choisir judicieusement les moyens pour parvenir à ses objectifs ; faire face aux changements ; vivre des relations positives avec les autres (pairs et adultes) ; participer positivement à la vie de son milieu communautaire.

En termes de moyens, un tel objectif implique la mise en place d'un milieu de vie ou d'appartenance spécifiquement adapté.

Un milieu d'appartenance adéquat

Comme je l'ai dit plus haut, les jeunes *drop out* ont généralement une histoire personnelle assez lourde, peuplée d'échecs multiples, de rejets douloureux, de dévalorisation chronique et de culpabilité paralysante. Comme on ne peut donner que ce que l'on est, inévitablement, leur façon d'être se trouve hantée continuellement par les spectres de l'échec, du rejet, de la dévalorisation, de la culpabilité. Quand ces facteurs personnels sont de plus, renforcés par le regard négatif, sinon agressif, qu'accorde la société bien portante aux socio-économiquement défavorisés, le jeune se trouve pris dans un piège qui, inéluctablement, le conduit à renforcer cette image négative de lui-même. Aider un tel jeune n'a plus rien à voir avec un dépannage ou une rencontre occasionnelle avec un professionnel spécialisé, car il s'agit d'un cheminement éducatif à moyen ou long terme à réaliser dans un milieu adéquat.

Un milieu d'appartenance adéquat pour des jeunes en difficulté signifie :

un milieu d'expériences positives, c'est-à-dire un milieu où le jeune peut contrer ses expériences négatives par des expériences positives (et non par du « partage » seulement) en :

- vivant régulièrement et de façon assidue des expériences de réalisations positives, réussies (activités, projets...) ;
- rencontrant de façon stable des personnes qui lui deviennent significatives à la fois dans des rencontres (formelles et informelles) et dans des activités ;
- respirant un climat d'acceptation et de respect, sans se sentir jugé ou mis en compétition ;
- étant lui-même, s'exprimant sans crainte d'être rejeté, dévalué ou réprimé ;
- ayant droit à l'essai et à l'erreur dans une perspective d'apprentissage ;
- prenant progressivement conscience de son cheminement, et ainsi de son identité, par la participation à l'organisation et à l'animation du milieu (rôles et responsabilités précises à assumer).

Il s'agit donc de bien plus et de bien d'autre chose que de vivre des activités ou de rencontrer quelqu'un à l'occasion : il s'agit de créer un *milieu de vie* dans lequel tout (activités, rencontres, détente, climat général...) concourt à ce que le jeune se sente bien en même temps que stimulé à se développer ;

un milieu de cheminement progressif, c'est-à-dire un milieu qui permet à chaque jeune de cheminer selon son propre rythme, en partant de là où il est réellement rendu dans son évolution et non de là où il devrait être selon les critères « normaux » (l'aberration de mettre des jeunes en secondaire III parce qu'ils ont 15 ans, alors qu'en réalité ils en sont rendus au niveau élémentaire 4 au plan académique ! De quoi surmultiplier les échecs). Cela implique qu'on se réfère à une théorie organique du développement humain et qu'on ait identifié des points de repère ou plutôt des niveaux de développement, pour pouvoir situer les cheminements réellement faits par le jeune dans son évolution ;

un milieu qui pratique une approche intégrale des jeunes, c'est-à-dire, à la fois :

- une approche ouverte à toute la personnalité du jeune et pas seulement à tel ou tel de ses problèmes. La dynamique de ces jeunes est complexe. Le problème scolaire est souvent mêlé à des problèmes affectifs, sociaux, économiques et même judiciaires. Ne considérer que l'un ou l'autre de ces problèmes pour le résoudre indépendamment de la situation d'ensemble est inadéquat et inefficace. De plus le jeune s'y sent regardé comme un « cas » (v.g. un « cas social », un « cas académique »...) et non comme une personne : or seul un regard personnel sur lui est assez fort pour l'aider à évoluer ; il devient une personne identifiée dans la mesure même où on le considère et le reconnaît comme une personne et non comme un cas ;
- une approche ouverte à toutes les dimensions de la vie du jeune. Le jeune n'est pas seulement un élève ; il est aussi l'enfant d'une famille, le citoyen d'un quartier ou d'une ville, le consommateur dans un système économique. Ces dimensions

ne peuvent être ignorées, car dans la mesure même où elles grèvent la mésadaptation du jeune, elles sont aussi à traiter ou, pour le moins, à aménager. Au-delà de l'intervention immédiate auprès du jeune, il y a donc à considérer aussi la dynamique de la famille et du milieu communautaire (travail social familial, animation communautaire, regroupements de citoyens, etc).

Je ne pense pas qu'un seul organisme puisse travailler toutes ces dimensions ; j'affirme que l'intervention clinique directe auprès du jeune doit intégrer toutes ces dimensions... ce qui, probablement, exige la création de modalités d'interventions nouvelles, autres que l'intervention clinique traditionnelle ; et ce, en collaboration effective avec d'autres organismes.

Est-ce utopie de penser à un tel milieu ? Utopie ou non, de tels milieux existent déjà et font la preuve de leur réalité... et de leur réalisme.

4. Institution scolaire et *drop out*

Qui va créer de tels milieux d'appartenance pour les *drop out* ? Qui le peut, en l'état actuel de fonctionnement des organismes socio-éducatifs ?

Le *drop-out*, problème de l'institution scolaire ou de la société globale ?

Je pense que l'école a une responsabilité spécifique de première importance à tenir en ce qui concerne les *drop out*. Et ce, pour la simple raison que l'école est actuellement le seul lieu social où se retrouvent tous les jeunes (du moins en principe).

Ceci dit, je ne crois pas que l'école soit la seule instance concernée par ce problème : les services sociaux aussi ont un rôle à tenir, ainsi que les services communautaires (loisirs, animation sociale).

Et voilà une première difficulté : le manque habituel de concertation entre ces organismes. Chacun occupe son territoire et tient à sa chasse gardée là où des concertations multiples, organiques et pas seulement occasionnelles, seraient nécessaires. Le risque — et hélas, la réalité ! — est alors de laisser la responsabilité à d'autres ou de la diviser (v.g. l'académique à l'école ; les problèmes sociaux aux agences sociales ; les problèmes judiciaires à la police et aux tribunaux ; les problèmes économiques à... personne !). Et on crée ainsi la situation aberrante de certains jeunes suivis par sept ou huit professionnels différents. L'aberration se paie d'ailleurs au moins à deux plans : au plan humain, car des services ainsi morcelés sont inadéquats ; au plan financier, car l'intervention de sept ou huit professionnels, même si elle sert à justifier des postes, coûte très cher à la société et constitue un gaspillage éhonté et aberrant.

opération complexe...

Des conditions à remplir

L'école me paraît donc le lieu par excellence pour aider les *drop out*. Mon affirmation suppose cependant la réalisation de certaines conditions ou la levée de quelques obstacles qui, en l'état actuel, rendent à peu près impossible une telle solution :

que l'école identifie sa finalité sociale : actuellement ce n'est pas clair ; selon les personnes ou les circonstances, l'école oscille entre une finalité d'enseignement et une finalité d'éducation, quand elle ne mêle pas les deux. Or, une chose est d'enseigner pour habilitier des jeunes à une profession ou à un métier; autre chose est d'éduquer pour apprendre à des jeunes à vivre de façon autonome et socialisée. Tant que ne sera pas élucidé le concept de la formation fondamentale que prétend donner l'école, nous demeurerons en pleine équivoque sur le rôle de l'école, non seulement en ce qui concerne les *drop out*, mais par rapport à l'ensemble des jeunes.

Pour ma part, j'opte sans hésitation pour une *école éducative* (ce qui englobe aussi l'enseignement comme objectif et moyen) ; et c'est pour cela que, à mes yeux, c'est d'abord l'école qui est responsable des *drop out* ;

que l'école centre le plus clair de ses énergies sur les objectifs d'éducation de façon imaginative et créatrice : actuellement, vue sommairement de l'extérieur, l'école apparaît parfois comme un milieu bureaucratisé à l'extrême, un lieu de foire d'empoigne et de luttes de pouvoir impitoyables entre la bureaucratie administrative (locale et nationale) et la bureaucratie syndicale. À la limite, une limite kafkaïenne, les jeunes n'y sont plus qu'un prétexte pour les intérêts corporatistes des adultes et non la raison d'être de l'école et son objectif central : somme toute, s'il n'y avait pas les élèves, le système scolaire serait bien plus tranquille ! Il m'apparaît que la création d'un milieu de vie adéquat pour les *drop out* ne peut se faire sans se libérer des façons actuelles de vivre normes administratives et articles de conventions collectives.

Disant ceci, je ne remets en question ni les administrateurs ni les enseignants pris individuellement. Là comme ailleurs, il y a des parasites assurément ; il y a aussi désir de travailler valablement. Mais les uns et les autres me semblent prisonniers d'un système général, d'une bureaucratisation (autant syndicale qu'administrative) normalisante et stérilisante qui dépasse et souvent étouffe les velléités individuelles. Qui aurait pouvoir de secouer ce système bureaucratique ? Je ne le sais pas. J'avoue en être inquiet et, en l'état actuel des choses, je demeure quelque peu sceptique face aux proclamations officielles d'humanisation de l'école. À la limite, je me demande s'il ne va pas falloir créer des organismes autres pour aider adéquatement les *drop out* : ceci serait aberrant, d'une certaine façon, puisque l'école est déjà là avec des surplus inutiles et coûteux de personnel et de locaux. Ceci dit, je maintiens en même temps la nécessité d'organismes privés, au nom de la santé et du dynamisme de la société ;

que des concertations locales se créent entre l'école et les autres organismes socio-éducatifs du milieu (quartier ou ville) : il s'agit de passer d'une conception de « l'école-pourvoyeuse de cours et de services — stéréotypés — définis-par-l'école » (en somme, une sorte de supermarché) à une conception de « l'école-milieu-d'animation ». Cela signifie bien autre chose que des prêts de locaux ou de gymnase pour des fins de loisirs ! Bien entendu, là aussi, la bureaucratisation actuelle, tant syndicale d'administrative, serait à jeter aux orties. On peut toujours rêver d'administrateurs scolaires qui seraient animateurs, leaders d'équipes de travail et pas simplement gestionnaires de normes ; on verrait des enseignants passer du stade de « donner de cours » à celui « d'éducateurs-enseignants ». Utopie ? Peut-être... Le plus triste, c'est que nombre d'administrateurs et d'enseignants actuels voudraient bien vivre ainsi leur travail, mais qu'ils ne le peuvent pas parce qu'ils sont prisonniers de leurs fonctions respectives dans le système d'ensemble.

Pourtant, quand les organismes socio-éducatifs d'un même milieu créent des concertations organiques, cela rend possible :

- de multiples collaborations bi ou multilatérales entre organismes ; ce qui rend beaucoup plus efficace les ressources en place ;
- la création d'une sorte de « conscience collective » face aux jeunes et la possibilité d'élaborer des projets collectifs nouveaux, inaccessibles à chaque organisme individuellement ;

Il va sans dire qu'une telle concertation engendre une dynamique nouvelle dans un milieu, un tissu social riche. Elle donne aussi les moyens d'une aide intégrale aux *drop out*, dans le milieu même, de telle sorte que les « cas » à placer en institution spécialisée deviennent plus rares. Enfin, je crois que cela rend les intervenants plus heureux dans leur travail, parce que moins confinés dans une attitude défensive et à des interventions désespérantes parce que trop partielles et, à la limite, relativement inefficaces.

En tout état de cause, si ces conditions ne peuvent se réaliser dans l'école, il va falloir que des organismes tiers prennent la responsabilité d'aider

adéquatement les *drop out*, à moins de les laisser à leur sort. Et ce serait, à mon avis, un constat d'échec et d'impuissance du système scolaire ; une sorte de réduction aberrante de ses potentialités et de son rôle social.

Pour terminer, je veux noter deux points :

- l'institution scolaire ne peut être tenue responsable du cheminement individuel de chaque jeune ; mais elle a du moins à reconnaître que ces besoins personnels existent, à leur faire une place et à faciliter leur solution, de par son organisation et par les concertations avec d'autres organismes socio-éducatifs du milieu ;
- je ne m'attends guère à des améliorations radicales et je me méfie des solutions-miracles instantanées ou des modes passagères. L'important c'est que puissent naître et se développer, un peu partout, une foule d'expériences diverses dans la ligne de l'humanisation de l'école ; il s'agit d'évolution de mentalités et pas seulement de normes administratives à changer. De tels processus accusent toujours une certaine lenteur. Le défi, c'est que l'utopie visée puisse se couler dans la lenteur quotidienne, de façon réaliste, sans y perdre sa force de stimulation.

SAMSON.
BÉLAIR
& ASSOCIÉS
Comptables agréés

QUÉBEC · MONTRÉAL · OTTAWA · TORONTO · CALGARY · VANCOUVER
RIMOUSKI · TROIS-RIVIÈRES · SHERBROOKE · SAINT-HYACINTHE · KITCHENER
SEPT-ÎLES · MATANE · COATICOOK · FORT LAUDERDALE (U.S.A.)